

INTERVENTION D'ALEXANDRE HÉBERT: DISCUSSION SUR LE RAPPORT MORAL...

Le Président: La parole est à Hébert, de l'U.D. de la Loire-Atlantique.

Hébert: Camarades, on a déjà évoqué les événements de mai 1958 qui ont conduit, comme vous le savez, à un bouleversement des institutions traditionnelles. C'est, je crois, Bothereau qui a employé l'expression qu'il s'est créé un vide entre le gouvernement et le pays. Je suis de ceux, comme beaucoup d'entre-vous vraisemblablement, qui nourrissent assez peu d'illusions sur l'efficacité des institutions parlementaires mais quand même il n'en est pas moins vrai que leur disparition aujourd'hui pose un problème, puisqu'entre les Pouvoirs Publics et nous il n'y a pratiquement plus rien.

C'est peut-être ce qui a permis à ce gouvernement fort de définir une politique économique que vous connaissez et qui passera à la postérité sous le nom probablement de la politique Rueff, politique du grand capital, politique - on l'a rappelé - élaborée sans nous... faite et conçue contre nous.

En présence de cette situation, nous trouvons un patronat très fortement organisé, très discipliné, et nous allons maintenant vers un pouvoir autoritaire, lui aussi, très fortement centralisé. Pour couronner le tout, nous assistons à une interpénétration spectaculaire des agents du grand patronat, du capital et de l'appareil d'Etat.

C'est dire que nos conditions de vie, nos libertés sont menacées.

En face, le mouvement syndical reste la seule force organisée capable de faire échec à toute tentative liberticide d'où qu'elle vienne, et dans ce mouvement syndical, bien sûr notre C.G.T.F.O. tient la première place.

Je pense que si nous ne devons pas faire preuve d'un optimisme béat dans la critique, dans l'analyse de ce qu'a fait notre confédération, il serait ridicule à l'heure présente, de faire preuve d'une excessive sévérité. Dans une période difficile, notre mouvement syndical F.O. a quand même fait face... avec ses moyens, ses traditions, mais il a fait face... et je n'en veux pour preuve que tous les problèmes qui se sont posés avaient été étudiés, librement débattus au sein de nos instances confédérales. Tous ceux d'entre vous qui suivent la vie confédérale, qui ont participé aux comités confédéraux nationaux, qui ont pris la peine de lire les rapports, les discussions qui se sont fait jour, peuvent savoir, savent que tous les problèmes, sans exception, avaient été très ouvertement et très librement étudiés, et c'est ce qui explique qu'en définitive la politique des autres organisations tourne très souvent autour des positions que nous avons arrêtées.

Nous pouvons dire aussi que nous pouvons offrir un bilan qui n'est pas aussi négatifs que certains camarades veulent bien le dire.

Sur le plan défensif, les travailleurs nous doivent et nous pouvons le dire, l'échec de tous les projets d'intégration du syndicalisme dans l'appareil d'Etat, projets qui, s'ils avaient abouti, auraient conduit à la mort sans gloire - par étouffement - de notre syndicalisme. L'association capital-travail... les sénateurs, les ministres... Notre mouvement syndical a refusé, il a voulu rester lui-même et il est resté lui-même.

Nous avons aussi, dans une conjoncture difficile, essayé de mettre en place des institutions, l'U.N.I.R.S., les A.S.S.E.D.I.C., qui certes ne résolvent pas tous les problèmes mais contribuent à remédier à la situation faite actuellement aux travailleurs.

Je voudrais rappeler aussi que sur le problème algérien, notre confédération fut la seule, d'abord à Amiens, et puis unanimement à Saint-Brieuc, à définir une position originale qui n'était fonction d'aucune considération extérieure aux intérêts du mouvement ouvrier, une position qui ne faisait aucune concession, ni aux extrémistes du F.L.N., ni aux ultra-colonialistes. Peut-être cette position originale ne l'avons-nous pas assez affirmée, toujours est-il qu'elle a été clairement définie dans nos instances, et à ma connaissance seulement dans les instances de notre syndicalisme F.O.

Notre confédération a su exprimer les aspirations des travailleurs, et nous pouvons être fiers de dire que la place qu'aujourd'hui nous occupons fait que les regards se tournent vers nous. Notre responsabilité n'en est que plus grande et ce congrès devra en tenir compte, de façon à répondre aux espoirs qui sont mis en nous.

Il serait vain de se dissimuler que les événements de 1958 ont constitué un échec grave pour la classe ouvrière. Au plan Rueff, la classe ouvrière doit opposer son propre plan, et la C.G.T.F.O., par la bouche de Bothereau, reste dans la tradition de la vieille C.G.T., celle que nous prétendons à juste titre continuer, celle qui en 1934, dans une période difficile, a su galvaniser la classe ouvrière en lui ouvrant des perspectives. Bien sûr, il faut reparler du problème des nationalisations. Bien sûr, il est inadmissible que dans une industrie en expansion comme celle de la sidérurgie - expansion qui se fait grâce à des tarifs préférentiels, grâce à l'argent de l'ensemble de la population - le fruit de cette expansion aboutisse exclusivement à l'enrichissement de quelques groupes capitalistes. Nous pouvons donc poser valablement le problème de la nationalisation de la sidérurgie.

Et parce que, bien sûr à l'expérience des nationalisations nous ont appris quelque chose, nous essaierons, c'est notre tâche, de définir les conditions d'un véritable contrôle ouvrier sur les nationalisations.

Mais un plan, quel qu'il soit, n'a de valeur que dans la mesure où il s'appuie sur une organisation puissante. Il faut, par conséquent, renforcer nos organisations. On vous a parlé de cohésion interne. Bien sûr il faut songer à la cohésion interne de la C.G.T.-F.O., mais elle ne peut pas s'appuyer sur le monolithisme. La C.G.T.-F.O. a l'ambition d'être le rassemblement de tous les courants authentiquement ouvriers, ce qui exclut le totalitarisme de droite ou de gauche, ce qui exclut aussi une conception trop étriquée de la discipline. Mais il faut aussi que nous soyons prêts à reconstituer la vieille C.G.T., et Bothereau disait qu'il nous manque les instituteurs. Je pense qu'il a abordé là un problème extrêmement important, extrêmement grave.

Mes rapports, en Loire-Atlantique, avec les instituteurs et la F.E.N. sont ceux de beaucoup de secrétaires d'U.D., ce sont d'excellents rapports. J'ai aussi des rapports personnels avec les dirigeants nationaux de la F.E.N. et je suis frappé, lorsque je discute avec eux, de constater combien ils appartiennent à la même famille syndicale que la nôtre et combien ce qui nous sépare est artificiel. Je crois qu'il faudrait peu de choses pour permettre aux enseignants de réintégrer la confédération, de reprendre leur place, celle qu'ils n'auraient jamais dû désertier, au sein de nos Bourses du travail. (*Applaudissements.*)

Et puis - et je pense que c'est le souci de mon ami Lapeyre qui tout à l'heure me succédera brillamment - il y a le problème de notre structure. J'avoue que j'ai été assez surpris de certaines propositions. Je vous dirai très simplement que je suis tout bonnement et tout naturellement resté fidèle au principe de la double structure: structure interprofessionnelle horizontale, structure professionnelle verticale, et que je pense qu'en dehors de cette double structure il n'y a plus de syndicalisme, il n'y a plus qu'une caricature du syndicalisme, il y a le corporatisme. (*Applaudissements.*)

Peut-être y a-t-il des adaptations nécessaires. Nous ne sommes pas des conservateurs sclérosés. Peut-être faut-il examiner des points de détail. Je pense qu'en cette matière il faut agir très prudemment. Je pense qu'on ne peut pas improviser, même brillamment, et je sais que Lapeyre est brillant...

S'il est absolument nécessaire que nous discutons des structures de la confédération, que l'on désigne une commission, que dans l'intervalle de deux congrès elle étudie calmement, tranquillement la question, et qu'elle rapporte lors du prochain congrès.

En tous cas je voudrais dire, non pas parce que je suis secrétaire d'U.D., mais parce que cela me paraît très injuste, que les U.D. n'ont pas un rôle aussi négligeable que celui qu'on veut bien généralement leur attribuer. Car enfin, Camarades, parler d'expansion économique, parler de décentralisation, parler des A.S.S.E.D.I.C., voire même des caisses de retraite, parler du rôle que nous avons à jouer dans les caisses de sécurité sociale, sans le concours des U.D., et en réduisant les secrétaires d'U.D. au rang de fonctionnaires - avec un coefficient que j'espère au moins équivalent à celui de préfet - me paraît une plaisanterie du plus mauvais goût. Je dirai à Lapeyre, qui est un fonctionnaire, que l'Etat totalitaire c'est peut-être ça... le totalitarisme, ça commence comme cela: par la négation du droit des collectivités, pour aboutir à la négation des droits des individus. L'Etat totalitaire, c'est précisément le centralisme, l'Etat totalitaire, c'est réduire tous ceux qui ne sont pas au centre au rang d'exécutants, c'est nier la possibilité pour les syndiqués d'agir non seulement sur le plan professionnel mais aussi en considération des conditions locales, c'est considérer le syndiqué comme un citoyen abstrait, un être immatériel. C'est oublier qu'il est non seulement un professionnel, mais qu'il est aussi situé géographiquement.

Je crois, camarades, que nous serions sages, dans ce domaine, de ne pas nous livrer à de trop grands bouleversements. Méfions-nous des comités centraux, même s'ils sont composés de camarades aussi brillants que notre camarade Lapeyre.

En conclusion, Camarades, je vous dirai que moi aussi je suis fier d'appartenir à la C.G.T.-F.O. (*Applaudissements.*)

Je pense que lorsque nous avons fait un choix ce choix était juste, et qu'il demeure pleinement justifié.

Je suis persuadé que nous pouvons avoir confiance et que nous ne devons avoir aucun complexe d'infériorité. Nous traversons une période difficile. Je crois que les périodes difficiles, je l'ai écrit et je vous le dis, offrent au moins l'avantage de restituer à chacun son véritable visage. Le nôtre, c'est celui de la classe ouvrière, dans sa diversité, dans sa richesse. La C.G.T.-F.O. est sillonnée de tous les courants du mouvement ouvrier, elle est largement ouverte, et je suis persuadé qu'elle est la véritable organisation syndicale, celle qui demain aura la première place.

(Applaudissements.)
